

devoir d'affecter des crédits au Nord afin d'encourager l'exploitation des ressources dont il a la propriété au nom de tous les Canadiens. Que le territoire relève du ministère du Nord canadien et des Ressources naturelles, du moins jusqu'à un certain point, ce n'est pas une raison pour soutenir qu'il ne devrait pas être représenté aux conférences sur la fiscalité comme celle qui se tient à Ottawa depuis une semaine. Puisque le gouvernement fédéral est propriétaire des ressources, il devrait, lors de la conclusion d'ententes avec les provinces, négocier à ce titre. J'imagine que c'est ce qu'a fait le ministre à cette conférence. Ce qui m'inquiète, c'est qu'aucun représentant des Territoires n'ait pu exprimer le point de vue du Nord à cette conférence.

Le Conseil territorial du Yukon a adopté à l'unanimité une résolution demandant à être représenté à ces pourparlers fédéraux-provinciaux. Ce n'était que raisonnable et le gouvernement aurait dû pouvoir accéder à ce désir sans difficulté. Le conseil n'est pas allé jusqu'à demander une représentation complète à la conférence. Il voulait simplement y envoyer des observateurs, qui en seraient revenus munis de renseignements de nature à lui faciliter la tâche dans le territoire. A cette réunion, le conseil a adopté une résolution demandant l'aide de spécialistes du ministère du Travail à l'égard de questions qui le préoccupent au Yukon, ainsi qu'une autre demandant l'aide du ministère des Transports. Le conseil a plus d'une fois adopté des résolutions demandant que soit prolongé le programme de construction de pistes d'atterrissage d'urgence au Yukon. Or, comme il le signale à ses réunions, le ministère des Transports refuse d'améliorer ces installations, prétextant toujours les frais élevés de tels travaux. On ne saurait nier que cette question aurait pu être étudiée à une conférence du genre de celle qui s'est tenue cette semaine; le conseil a raison de s'en préoccuper.

Je songe aux sommes dépensées par le gouvernement fédéral dans les Territoires du Nord au cours des six dernières années et je m'inquiète de ce que l'avenir leur réserve. De nombreux Canadiens, je crois, oublient que les ressources du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest appartiennent à tous les Canadiens. Le Parlement se doit, en raison de la juridiction directe qu'il possède sur les ressources naturelles de ces contrées, d'affecter des fonds à la mise en valeur des territoires septentrionaux. S'il n'en fait rien, ces régions demeureront inexploitées en proportion directe du désintéressement qu'aura manifesté le gouvernement fédéral à l'égard de leur mise en valeur.

A mon retour d'une visite au Yukon, j'ai lu avec un vif intérêt ce qu'a dit le ministre du Nord canadien et des Ressour-

ces nationales, lors de la présentation de ses crédits. Il a laissé entendre que le gouvernement fédéral s'appuierait davantage désormais sur les mises de fonds du secteur privé pour la mise en valeur des territoires plutôt que sur un programme soutenu d'aménagement. Je crois que ce serait là une grande erreur. Si le gouvernement ne poursuit pas le programme d'aménagement routier que nous avons institué dans les territoires du Nord-Ouest ainsi que le programme d'aménagement de routes d'accès aux ressources dans les régions septentrionales des provinces, il s'ensuivra que les sociétés et autres intéressés diminueront leurs mises de fonds. J'ai obtenu l'assurance du ministre des Transports qu'une nouvelle aérogare serait construite à Whitehorse. C'est une excellente chose. Bien entendu, la décision, bien que différente, avait été prise par le gouvernement précédent qui avait l'intention de transformer un des hangars qui se trouvent dans la ville. Le ministre m'a fait savoir que le gouvernement projette maintenant de construire un nouvel immeuble.

L'hon. M. McIlraith: Le coût de transformation serait trop élevé.

M. Nielsen: Je crois comprendre que ce coût était trop élevé à cause des exigences ou des réclamations de la division des douanes et de l'accise du ministère du Revenu national, ce qui semble toujours se produire lorsque ce ministère s'intéresse à des immeubles publics. Quoi qu'il en soit, il est extrêmement heureux que l'on songe à nous accorder un édifice. Nous espérons tous que ce dernier pourrait être construit au cours de l'hiver afin de remédier au chômage qui sévit au Yukon.

Voilà une autre question dont il faudrait dire quelques mots. Lors de la dernière campagne électorale, nous avons entendu toutes sortes de promesses. On s'est évertué à dire que le chômage était un des problèmes que réglerait sans tarder le gouvernement libéral s'il était porté au pouvoir. Il accomplirait toutes ces merveilles pendant les soixante jours de décision. On prétendait que le plein emploi serait bientôt un fait accompli. Il semble que certains membres du cabinet libéral diffèrent quelque peu d'opinion sur ce point. Le ministre des Finances, par exemple, a déclaré que le plein emploi était irréalisable. Sauf erreur, le ministre du Commerce a exprimé le même avis. Pour sa part, le premier ministre a déclaré partout au pays que la chose n'était pas impossible et que le gouvernement y verrait. Le secrétaire d'État a, lui aussi, fait des déclarations à ce sujet. Voici notamment ce qu'il a dit à